

Audit – Bureau de Lorient
Centre des Affaires du Pré aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin

56100 Lorient

T : +33 (0)2 97 64 04 84

www.bakertilly.fr

**MISSION LOCALE DU PAYS DE LORIENT
RESEAUX POUR L'EMPLOI**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 9 place François Mitterrand
56100 LORIENT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



MISSION LOCALE DU PAYS DE LORIENT RESEAUX POUR L'EMPLOI

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège : 9 rue François Mitterrand
56100 LORIENT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association Mission Locale du Pays de Lorient-Réseaux pour l'Emploi,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale du Pays de Lorient-Réseaux pour l'Emploi relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Enregistrement des subventions du Fonds Social Européen de l'année 2024 » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement comptable des subventions FSE 2024 Appui à la mobilité au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

L'annexe des comptes annuels expose les règles et principes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LORIENT le 20 juin 2025
Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Stéphane PIQUEE

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

BILAN ACTIF

	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET au 31.12.2024	NET au 31.12.2023
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	20 508	20 508	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	0	0	0	0
Instal.tech.mat.et out. indust.				
Autres immobilisations corporelles	97 264	90 862	6 401	5 352
Immobilisations en cours / Dépréciations	0		0	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	100	0	100	550
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	117 872	111 371	6 501	5 902
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements				
CREANCES				
Clients et comptes rattachés				
Fournisseurs débiteurs				
Personnel	0		0	0
Autres créances (dont subventions à recevoir)	1 160 073		1 160 073	1 143 029
DIVERS				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 021 876		1 021 876	1 154 937
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 181 950	0	2 181 950	2 297 966
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	29 221	0	29 221	12 174
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
TOTAL COMPTES DE REGULARISATION	29 221	0	29 221	12 174
TOTAL ACTIF	2 329 042 €	111 371 €	2 217 672 €	2 316 042 €

BILAN PASSIF

	NET AU 31.12.2024	NET AU 31.12.2023
FONDS PROPRES		
RESERVES REGLEMENTEES		
Autres réserves		
Fonds Associatifs	722 631	311 305
Report à nouveau	0	63 655
Résultat de l'exercice	23 254	347 671
Subventions d'investissement	0	0
Fonds de roulement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL FONDS PROPRES	745 885	722 631
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour travaux	0	0
Provisions pour risques	182 106	226 633
Provisions pour charges (Provision IFC)	188 577	201 339
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	370 683	427 972
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés aux activités spécifiques	43 562	47 074
TOTAL DES FONDS DEDIES	43 562	47 074
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	94 427	0
Personnel		
Organismes sociaux		
Autres dettes fiscales et sociales	495 212	457 277
Autres dettes	49 002	230 778
TOTAL DETTES	638 641	688 056
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	418 900	430 309
(avances sur subventions notamment pour activités spécifiques)		
TOTAL PASSIF	2 217 672 €	2 316 042 €

Budget réalisé avec les éléments et les informations en notre possession à la clôture des comptes

CHARGES	Budget Consolidé Réalisé 2023	Budget Consolidé Réalisé 2024
Achats	47 008	48 734
Energie (électricité, eau...)	19 759	20 547
Fournitures administratives	5 507	3 989
Matériels, petits équipements et produits d'hygiène	14 971	15 133
Frais de duplication et de communication	6 770	9 066
Services extérieurs	269 826	278 052
Charges locatives et loyers	171 089	172 780
Entretien et Maintenance	84 898	90 204
Assurances	10 259	11 801
Documentation	3 580	3 266
Autres services extérieurs	326 407	214 525
Remunérations d'intermédiaires et honoraires	201 804	99 500
Publications	-	-
Frais de déplacements	28 637	24 302
concernant les dépenses pour les salariés et les partenaires	25 211	23 589
concernant les dépenses pour les jeunes	3 426	713
Frais de repas et de missions	38 564	29 324
concernant les dépenses pour les salariés et les partenaires	25 468	22 704
concernant les dépenses pour les jeunes	13 095	6 620
Frais postaux et Télécommunications/Internet	33 348	36 642
Concours divers	24 054	24 756
Impôts et taxes	218 491	222 070
Taxe sur salaires	163 439	173 375
Participation à la formation professionnelle continue	29 256	30 523
Participation à l'effort de construction	8 264	-
Taxes et redevances diverses	17 533	18 172
Charges de personnel	2 893 253	2 975 078
Rémunération du personnel	1 942 693	2 005 807
Charges patronales	796 954	850 892
Médecine du Travail	7 176	7 447
Autres charges de personnel	146 430	110 932
Total des Frais de fonctionnement	3 754 985	3 738 460
Fonds Gérés pour compte d'autrui (enveloppe jeunes)	193 147	219 737
Total des Charges d'Exploitation	3 948 132	3 958 197
Autres charges de gestion courante	6 001	2 297
Dotations aux amortissements et provisions (1)	177 082	98 821
Dotations aux fonds dédiés	-	43 562
Charges financières	2 420	2 786
Charges exceptionnelles	75 813	3 406
TOTAL CHARGES	4 209 447	4 109 069
Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-
RESULTAT	347 671	23 254
TOTAL COMPTE RESULTAT	4 557 118	4 132 323
Apports de biens et services des communes	28 229	28 229
Total	28 229	28 229
Total Général	4 585 347	4 160 552

(1) Ligne comprenant une dotation Provision sur risques pour l'action A L'ABORDAGE de 38 817 euros

Budget réalisé avec les éléments et les informations en notre possession à la clôture des comptes

	Budget Consolidé Réalisé 2023	Budget Consolidé Réalisé 2024
PRODUITS		
Subventions structurelles		
LORIENT AGGLOMERATION	665 404	667 404
BBO Communauté	20 000	20 000
Total	685 404	687 404
CONSEIL REGIONAL de BRETAGNE	193 200	193 200
DREETS - Financement de base - activité ML CPO	626 453	598 203
- Financement au titre de l'Obligation de Formation	72 176	75 679
- Financement au titre du CEJ	1 143 100	1 056 125
Total	1 841 729	1 730 007
- Produit constaté d'avance CEJ (Variation définie au 31/12)	-	-
France TRAVAIL (Co traitance suivi délégué P.P.A.E.)	134 788	128 817
Total des subventions structurelles	2 737 430	2 756 102
Activités spécifiques		
LORIENT AGGLOMERATION / FSE Conseil Départemental du Morbihan (Clauses d'insertion)	59 066	62 901
Conseil Départemental du Morbihan / FSE (Accompagnement RSA Jeunes)	135 025	118 023
Conseil Régional de Bretagne - Accompagnement Accès à la Qualification (AAQ)	15 250	9 750
DDETS Politique de la Ville (Actions Quartiers de LORIENT/LANESTER/HENNEBONT)	4 000	2 000
DDETS - Réseaux de Parrainage	24 400	22 265
DREETS Politique de la Ville - Réseaux de Parrainage Quartiers	8 235	6 405
Ville de Lorient / DREETS FSE (KART'EMPLOI)	65 173	54 307
DREETS FSE (Dyn@mic)	224 274	193 599
LORIENT AGGLOMERATION/CONSEIL REGIONAL/BBO/QUIMPERLE CTE (Plateforme Territoriale Emploi/Formation)	56 212	28 095
FIPDR / SPIP / PDASR / DREETS FSE (Parcours LIBR'EMPLOI)	104 083	93 234
SG-CIPDR/DPJJ/DGEFP/JNML (Accord national cadre jeunes sous main de justice)	-	2 996
Agence de Services des Paiements (Plateforme Service Civique)	18 937	25 130
Conseil Départemental du Morbihan - Frais de Gestion Enveloppe FDAJ	15 725	15 812
Conseil Départemental du Morbihan - Parrainage + 26 ans	15 000	12 712
UIMM Apprentissage	-	1 500
Conseil Départemental du Morbihan / FSE (Appui à la mobilité)	71 011	19 123
Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (Simulateur de conduite en milieu rural)	12 500	-
TIMS (Plateforme d'écomobilité inclusive)	-	2 400
Association Régionale des Missions Locales de BRETAGNE (Conduite supervisée)	-	2 346
Association Régionale des Missions Locales de BRETAGNE (Melting Breizh)	11 069	8 049
Plan d'Investissement dans les Compétences (A l'arborage)	44 573	-
DREETS FSE (Plan Santé Jeunes)	47 705	37 525
CPOM /ARS (Actions de prévention Santé)	-	7 530
DREETS APP Clausules (Poste Clausules sociales)	-	29 473
Fondation A et P SOMMER (R'EQUILIENCE - Médiation animale)	-	2 800
Total des activités spécifiques	932 238	757 974
Total des subventions structurelles et activités spécifiques	3 669 668	3 514 076
Fonds gérés pour compte d'autrui (enveloppe jeunes)		
Autres aides jeunes exceptionnelles	-	5 206
Conseil Départemental du Morbihan (Enveloppe aides jeunes FDAJ)	190 031	191 020
FONDATION DE FRANCE (Bourses aux jeunes majeurs sans soutien familial)	2 399	18 000
Total des Fonds gérés pour compte d'autrui	192 429	214 225
Total des Produits d'Exploitation	3 862 097	3 728 301
Autres produits de gestion courante	2 633	1 252
Reprise sur amortissements et provisions	90 139	179 348
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	2 504	47 074
Produits financiers	4 644	5 651
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels de gestion et sur exercices antérieurs	442 725	22 812
Produits des cessions d'éléments d'actifs	-	-
Transfert de Charges (ASP/CPAM/Rbst Frais Formation)	152 376	147 885
TOTAL PRODUITS	4 557 118	4 132 323
DEFICIT		
TOTAL COMPTE RESULTAT	4 557 118	4 132 323
Apports de biens et services des communes	28 229	28 229
Total	28 229	28 229
Total Général	4 585 347	4 160 552

DESCRIPTIF DE L'OBJET SOCIAL ET DES ACTIVITES MENEES DE L'ASSOCIATION

Il est fondé entre les adhérents suite au dépôt des statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Par suite de la fusion du 7 avril 2016 avec l'Association ARPE, une actualisation des statuts a permis un élargissement du champ d'intervention sur le public suivi et ainsi permettre le déploiement dans le cadre du Développement Territorial et une dénomination ayant pour titre « Mission locale du Pays de Lorient Réseaux pour l'Emploi ».

L'association a pour objet :

- a) En plein accord avec les termes du protocole 2010 des Missions Locales et dans le cadre de sa mission de service public :
- D'aider les jeunes de seize à vingt-cinq ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement à l'accès à la formation professionnelle initiale ou continue, ou à un emploi,
 - De favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou compléter les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et sociale,
 - De contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans leur zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.
- b) De mener des actions à destination de tous publics sur les axes suivants :
- Agir pour l'accès à l'emploi en assurant une mission de repérage et en réalisant une ingénierie de parcours : proposer une offre de service en direction des employeurs locaux et des acteurs du monde économique du bassin d'emploi, travailler avec les employeurs et leurs groupements en concertation avec les autres membres du service public de l'emploi et les autres organismes locaux chargés de favoriser l'accès à l'emploi.
 - Observer le territoire et apporter une expertise : confronter les besoins des publics ciblés à la réalité socioéconomique du territoire et à l'offre d'insertion existante, en s'appuyant sur les moyens de veille et d'information pertinents : notamment, ceux du service public de l'emploi, des observatoires régionaux de l'emploi et de la formation, des maisons de l'emploi et des services économiques locaux. Proposer des réponses adaptées pour développer l'offre d'insertion et nourrir la réflexion du service public de l'emploi sur les évolutions souhaitables et l'adaptation des dispositifs.
- c) Développer une ingénierie de projet et animer le partenariat local : expérimenter et innover pour construire des réponses adaptées. Créer, développer et animer des réseaux de partenaires, y compris spécialisés. Travailler à la cohérence des interventions des acteurs de l'insertion dans tous les domaines : orientation, formation, emploi, logement, santé, mobilité, citoyenneté, sports, loisirs, culture.

L'association mène les activités suivantes :

- a) Les missions principales menées sont l'accompagnement global en direction des jeunes de 16 à 25 ans révolus et de traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'orientation dans l'emploi et dans la vie active, en développant une offre de service à destination des jeunes de 16 à 25 ans :
- Repérer, accueillir, informer, orienter et accompagner les jeunes en élaborant avec chacun un parcours personnalisé vers l'emploi.
 - Mobiliser l'offre d'insertion disponible sur un territoire avec les partenaires locaux.
 - Soutenir les jeunes dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'orientation professionnelle, d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté et à la mobilité.
 - Préparer les jeunes candidats à une offre d'emploi, aide au maintien dans l'emploi (soutien matériel, médiation jeune-employeur) et accompagnement post emploi.
 - Au cours des entretiens, un conseiller aide le jeune à s'orienter et examine avec lui les moyens à mobiliser pour lever les freins à l'emploi.

Et des offres de service à destination des entreprises :

- Aider au recrutement grâce à l'analyse des besoins de l'entreprise, la proposition de candidats et la construction d'une réponse individualisée (type de contrat, aides mobilisables, formation...).
 - Accompagner dans l'emploi : suivi du jeune dans la phase d'intégration sur son poste de travail, bilans réguliers dans l'entreprise, médiation si nécessaire.
 - Valoriser les entreprises locales grâce à l'information des jeunes et des professionnels sur le secteur et les métiers exercés (visites, stages découverte des métiers, etc.) et la communication des bonnes pratiques de recrutement sur le territoire.
- b) Et des actions en direction de tous publics par suite de la fusion le 7 avril 2016 avec l'Association ARPE permettant le déploiement dans le cadre du Développement Territorial.

Les moyens mis en œuvre recouvrent l'ensemble des ressources humaines de l'association ainsi que les moyens matériels dont elles disposent.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent, conformément aux dispositions du Plan Comptable Général et à la réglementation du CNC.

Informations générales complémentaires

Les immobilisations sont amorties suivant le mode d'amortissement suivant et selon les durées suivantes :

- Immobilisations incorporelles : 1 an suivant le mode linéaire
- Bâtiments : 10 à 20 ans suivant le mode linéaire
- Agencements : 5 à 10 ans suivant le mode linéaire
- Matériel de transport : 2 à 5 ans suivant le mode linéaire
- Matériel de bureau : 3 à 10 ans suivant le mode linéaire
- Matériel informatique : 3 à 5 ans suivant le mode dégressif

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

RUBRIQUES	Début exercice	Réévaluations	Acq. Apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT, RECHERCHE – I			
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - II	20 508		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales			
Installations techniques, outillages industriels			
Installations générales, agencements, divers	5 328		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	88 035		3 901
Emballages récupérables, divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES – III			
Participations mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES - IV	550		
TOTAL GENERAL	114 421	0	3 901

RUBRIQUES	Virement sur Cessions	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT, RECHERCHE – I			
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - II		20 508	
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales			
Installations techniques, outillages industriels			
Installations générales, agencements, divers		5 328	
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier		91 936	
Emballages récupérables, divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES – III			
Participations mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES - IV	450	100	
TOTAL GENERAL	450	117 872	

Etat des amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS ETABLISSEMENT, RECHERCHE AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions, installations générales Installations techniques, outillages industriels Installations générales, agencements, divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	20 508			20 508
	4 805	224		5 028
	83 207	2 628		85 835
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL	108 520	2 851	0	111 371

VENTILATIONS DOTATIONS	Linéaire	Dégressif	Except.	Dotations/r eprises
FRAIS D'ETABLISSEMENT, RECHERCHE AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions, installations générales Installations techniques, outillages industriels Installations générales, agencements, divers Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	224			
	2 628			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL	2 851	0	0	0

CHARGES REPARTIES S/PLUSIEURS EXERCICES	Début exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions

Montant des provisions pour risques et charges du bilan	Montant
Provisions pour travaux Provisions pour risques Provision pour départ en retraite	182 106 € 188 577 €
TOTAL	370 683 €

Selon les dispositions de la Convention Collective des Missions Locales et PAIO signée le 21 février 2001, le montant de l'engagement de l'indemnité de retraite s'élève à 239 378 € au 31 Décembre 2024.

Il n'y a pas de montant non provisionné et non couvert au 31 Décembre 2024 après prise en compte des versements effectués auprès de Generali pour un 50 800,30 € (valeur actuelle).

TABEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice 2024	Utilisation en cours d'exercice 2024	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
DREETS : POSTE CLAUSES SOCIALES subvention 2023	29 473,00 €	29 473,00 €	0 €	0 €
DREETS : POSTE CLAUSES SOCIALES subvention 2024	0 €	0 €	29 473,00 €	29 473,00 €
FONDATION DE FRANCE : BOURSES AUX JEUNES MAJEURS SANS SOUTIEN FAMILIAL subvention 2023	17 601,04 €	17 601,04 €	0 €	0 €
FONDATION DE FRANCE : BOURSES AUX JEUNES MAJEURS SANS SOUTIEN FAMILIAL subvention 2024	0 €	0 €	12 089,04 €	12 089,04 €
ORIENT AGGLOMERATION : Participation aux frais d'organisation Forum CAP ALTERNANCE subvention 2024	0 €	0 €	2 000,00 €	2 000,00 €
TOTAL	47 074,04 €	47 074,04	43 562,04 €	43 562,04 €

Produit constaté d'avance Subvention Contrat Engagement Jeune

À la fin de l'exercice, les ressources attribuées par le financeur DREETS BRETAGNE dans le cadre de la subvention Contrat d'engagement jeune avec le versement du financement total à l'entrée pour un accompagnement tout au long du parcours et au niveau du bloc des subventions structurelles, implique un report de mois d'accompagnement sur l'année 2025 et la détermination d'un Produit constaté d'avance enregistré et venant en déduction de la subvention du compte de subvention DREETS BRETAGNE numéro de compte 741110.

Le calcul de ce produit constaté d'avance a été déterminé compte tenu du nombre de jeunes ayant intégré ce dispositif en 2024. Il a été de ce fait rattaché et déduit de l'exercice 2024 la quote-part de la contribution financière de cette subvention relative au nombre de mois d'accompagnement réalisé sur l'année 2025 et repris le produit constaté d'avance constaté sur l'exercice 2023 pour les mois d'accompagnement relatif au mois d'accompagnement sur l'année 2024 d'un montant de 393 289,40 €. Compte tenu du nombre estimé de jours d'accompagnement restant à réaliser en 2025 de 42 473 jours, avec une estimation moyenne de 3 entretiens, il a été enregistré un produit constaté d'avance de 376 615,47 €

Etat des échéances, des créances et des dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles ont toutes une échéance inférieure à un an.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Disponibilité en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont subventions à recevoir)	1 160 073 €
TOTAL	1 160 073 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières diverses Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	495 212 € 49 002 €
TOTAL	544 214 €

Le montant provisionné des honoraires du Commissaire aux comptes s'élève à 12 000 euros.

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation Charges financières Charges exceptionnelles	29 221 €
TOTAL	29 221 €

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation Produits financiers Produits exceptionnels	418 900 €
TOTAL	418 900 €

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	Imputé au compte
Produits exceptionnels		
- sur opération de gestion/ excédent	13 909 €	
- produits des cessions d'éléments d'actifs		
- quote-part subvention virée au résultat		
TOTAL	13 909 €	
Charges exceptionnelles		
- régularisation provision sur facture non parvenue		
- provision sur risques et charges V.N.C.		
- sur opération de gestion	3 406 €	
- sur exercice antérieur		
TOTAL	3 406 €	

RAPPORT SOCIAL

Au 31 Décembre 2024, la structure compte 60 salarié-e-s pour 56,99 EQTP dont 6 salarié-e-s sous statut Cadre pour 6,00 EQTP (Hors contrats aidés, contrats en alternance et CDD de remplacement, la structure compte 59 salarié-e-s pour 56,14 EQTP)

	Hommes	Femmes	Total (dont 6 cadres)	CDI	CDD	Dont CDD PEC, remplacement, alternance
Effectif	19	41	60	53	7	1
EQTP	18,40	38,59	56,99	50,27	6,72	0,85

Rémunération des cadres dirigeants

Rémunération de ses trois plus hauts cadres dirigeants	Montant
Total des rémunérations des cadres dirigeants	181 735 €
TOTAL	181 735 €

Montant des contributions volontaires en nature

Un montant de 28 228,77 euros est inscrit en bas du compte de résultat et correspond aux apports de biens et des services des communes pour leurs prêts gratuits de leurs locaux lors des permanences des conseiller(e)s pour les sites d'accueil des quartiers Politique de la Ville de LORIENT et des Antennes de PLOEMEUR, LANESTER, HENNEBONT et PLOUAY.

Tableau de variation des fonds propres

CAPITAUX PROPRES	Montant Net au 31.12.2024	Montant Net au 31.12.2023
RESERVES REGLEMENTEES		
- Autres réserves		
- Fonds Associatifs	722 631 €	311 305 €
- Report à nouveau		63 655 €
- Résultat de l'exercice	23 254 €	347 671 €
- Subvention d'investissement		
- Fonds de roulement		
- Provisions réglementées		
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	745 885 €	722 631 €

Enregistrement d'une subvention du Fonds Social Européen de l'année 2024

L'instruction de la convention « Appui à la Mobilité » par la Cellule FSE du Conseil Départemental du Morbihan a été décalée dans le temps.

En effet, la demande de subvention a été déposée, conformément à la demande du financeur, le 16 mai 2024, le financeur nous a informé par mail de la confirmation du dépôt et la recevabilité administrative de cette demande de subvention, mais l'instruction administrative était toujours en cours à la clôture des comptes de l'exercice 2024.

Ainsi, à cette clôture des comptes, nous ne disposions pas de l'accord d'attribution sur ce montant de subvention, sauf un avis positif partagé lors des réunions de travail lors de l'instruction de ce dossier, mais nous étions sans la convention signée.

Aussi, faute d'accord de financement au sens juridique car aucun engagement n'était pris à date, il était donc impossible de comptabiliser cette subvention européenne sur l'exercice 2024.

Ainsi, ce montant de subvention d'un montant de 49 329 euros sera reporté dans l'enregistrement des comptes de l'exercice 2025.